

N° d'agrément	Nom SCA	Arrondi au millier
3	Onesto Kredietmaatschappij	13.841.000
4	Sociaal Woonkrediet voor Vlaanderen	4.838.000
5	Elk Zijn Huis	7.491.000
11	West-Vlaams Woonkrediet	1.268.000
16	De Meiboom-Voor Ons Volk	1.447.000
22	Kredietmaatschappij Onze Thuis	4.373.000
23	Indomi NV	1.204.000
24	Landwaarts Sociaal Woonkrediet	1.744.000
26	HypoStart	4.372.000
30	Ons eigen Huis	1.201.000
40	Demer en Dijle	2.017.000
46	Volkskrediet De Toren	3.719.000
47	Krediet Voor Sociale Woningen	-

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 6 mai 2019.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique, du Logement,
de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/13459]

28 MARS 2019. — Décret portant diverses mesures en matière d'immersion linguistique, des jurys délivrant le certificat de connaissance approfondie de la langue d'immersion, délivrant le certificat de connaissance de la langue d'enseignement et des commissions linguistiques

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement*

Article 1^{er}. Dans la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, à l'article 13,

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit:

« Un établissement d'enseignement ne peut recruter dans son personnel directeur, enseignant et administratif que des personnes qui ont fourni la preuve de leur connaissance approfondie de la langue de l'enseignement de l'établissement ou, dans les établissements bilingues, de la section à laquelle elles seront affectées. » ;

2° à l'alinéa 2, le terme « vivantes » est remplacé par « modernes ».

Art. 2. Dans la même loi, l'article 15 est remplacé comme suit:

« § 1^{er}. Un candidat fournit la preuve de sa connaissance approfondie d'une langue:

1° s'il a obtenu dans cette langue le diplôme qui est à la base de son recrutement ;

2° ou s'il a obtenu dans cette langue le certificat d'enseignement secondaire supérieur ;

3° ou s'il a obtenu dans cette langue un diplôme ou titre de premier ou de deuxième cycle d'enseignement supérieur ;

4° ou s'il a obtenu dans cette langue un titre pédagogique habilitant à enseigner dans l'enseignement secondaire ;

5° ou s'il produit un certificat constatant qu'il a réussi un examen sur la connaissance approfondie de cette langue devant une commission d'examen instituée à cet effet par un dispositif décretal.

§ 2. Un candidat fournit la preuve de sa connaissance suffisante d'une langue:

1° si le diplôme qui est à la base de son recrutement en fait mention ;

2° ou s'il a obtenu, dans cette langue, un titre, certificat ou diplôme apportant la preuve de la connaissance approfondie de cette langue ;

3° ou s'il produit un certificat constatant qu'il a réussi un examen sur la connaissance suffisante de cette langue devant une commission d'examen instituée par un dispositif décretal. ».

TITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement*

Art. 3. Dans le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, à l'article 1^{er}, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

« § 3. Chaque section comprend un secrétaire, un président et, au moins, 8 membres porteurs d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant pour exercer une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. Ses membres sont habilités à enseigner dans la langue de l'immersion faisant l'objet de l'examen.

Le président et son suppléant sont choisis parmi les agents des services du Gouvernement de rang 12 au moins.

Le secrétaire est un enseignant choisi parmi les membres du personnel enseignant de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française et qui bénéficie à cet effet d'un congé pour mission. Il est affecté dans les services du Gouvernement ayant en charge l'enseignement supérieur. Son suppléant est choisi parmi les agents de niveau 2 au moins desdits services.

Les membres sont choisis pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement officiel et pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement libre subventionné qui sont en activité de service, en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, ou retraités depuis moins de huit ans.

Le Gouvernement désigne le président et son suppléant, le secrétaire suppléant ainsi que les membres de chaque section pour une période de quatre ans, renouvelable.

Le Gouvernement désigne le secrétaire pour une période de deux ans, renouvelable par période de deux ans. ».

Art. 4. Dans le même décret, à l'article 1^{er}, § 5, l'alinéa 2 est remplacé comme suit:

« Sont réputés avoir fait la preuve de leur connaissance approfondie de la langue d'immersion pour ce qui concerne la (les) langue(s) mentionnée(s) sur leur diplôme et sont dispensés de l'examen pour cette (ces) langue(s):

1° les titulaires d'un master en langues et lettres modernes, ainsi que de toute variante de ce grade académique, tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, 19°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, ayant dans leurs appariements une des langues d'immersion prévues dans le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique;

2° les titulaires d'un master en traduction ou d'un master en interprétation, ainsi que de toute variante de ces grades académiques, tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, 19°, du décret du 11 avril 2014 précité, ayant dans leurs appariements une des langues d'immersion prévues dans le décret du 11 mai 2007 précité ;

3° les titulaires d'un master en enseignement section 4: langues modernes, dans une des langues d'immersion prévues dans le décret du 11 mai 2007 précité, tel que visé à l'annexe II du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

4° les titulaires d'un master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 à orientation linguistique en néerlandais ou allemand ou anglais, tel que visé à l'annexe II du décret du 7 novembre 2013 précité. ».

Art. 5. Dans le même décret, à l'article 2, le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit:

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 précité, sont considérés comme titres étrangers équivalents à ceux délivrés par la Communauté française, en ce qui concerne les fonctions exercées en immersion linguistique, les diplômes ou certificats d'études étrangers délivrés au terme d'un enseignement en langue néerlandaise, anglaise ou allemande ayant:

a) soit fait l'objet d'une décision portant reconnaissance professionnelle de titres de formation en application du décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française, ou d'un dispositif légal antérieur ;

b) soit fait l'objet d'une équivalence à un titre de capacité pour l'exercice des fonctions visées, en application, selon le cas, de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ou du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, ou du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, ou du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

c) soit fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement habilitant leur porteur à exercer une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. ».

Art. 6. Dans le même décret, à l'article 3, § 2, point 3, le mot « académique » est supprimé.

Art. 7. Dans le même décret, à l'article 4*bis*, § 2, 1°, le mot « précité » est inséré entre les mots « décret du 11 avril 2014 » et les mots « pour exercer ».

Art. 8. Dans le même décret, à l'article 4*bis*, § 2, le point 2° est remplacé comme suit:

« 2° soit un titre étranger délivré dans la langue de l'immersion, ayant fait l'objet d'une décision d'équivalence au titre visé au 1° du présent article en application du décret du 7 novembre 2013 précité ou d'un dispositif légal antérieur, ou ayant fait l'objet d'une décision portant reconnaissance professionnelle de titres de formation pour l'exercice de la fonction en application du décret du 19 octobre 2017 précité ou d'un dispositif légal antérieur ; ».

Art. 9. Dans le même décret, à l'article 4*bis*, § 2, 3°, le mot « baccalauréat » est remplacé par le mot « bachelier ».

Art. 10. Dans le même décret, à l'article 4*bis*, § 3, les modifications suivantes sont apportées:

1° au deuxième alinéa, les mots « deux fois. » sont remplacés par les mots « trois fois. » ;

2° un alinéa est ajouté après le deuxième alinéa, rédigé comme suit:

« Les membres des personnels ne peuvent être nommés ou engagés à titre définitif aussi longtemps qu'ils n'ont pas satisfait aux exigences relatives à l'emploi des langues prévues au premier paragraphe du présent article. ».

TITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques

Art. 11. Dans le décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques, l'article 1^{er} est remplacé comme suit:

« Article 1^{er}. — Pour l'application du présent décret, il faut entendre par:

1° Langue d'enseignement: la langue telle que visée à l'article 4 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement ;

2° Titre de capacité: titre visé à l'article 2, § 1^{er}, 9°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3° Commission d'examen de langue française: commission instituée par le présent décret portant respectivement sur la connaissance approfondie et suffisante du français ;

4° Commission d'examen de langue néerlandaise: commission instituée par le présent décret portant sur la connaissance approfondie du néerlandais seconde langue dans les écoles primaires où l'enseignement du néerlandais est légalement obligatoire ;

5° Commission d'examen de langue allemande: commission instituée par le présent décret portant sur la connaissance approfondie de l'allemand seconde langue dans les écoles primaires où l'enseignement de l'allemand est légalement obligatoire ;

6° Commission d'examen de langue anglaise: commission instituée par le présent décret portant sur la connaissance approfondie de l'anglais seconde langue dans les écoles primaires où l'enseignement de l'anglais est légalement obligatoire ;

7° Personnel directeur et enseignant: le personnel des établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française qui a été classé dans la catégorie du personnel directeur et enseignant par le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, par le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

8° Personnel administratif:

a) le personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française qui a été classé dans l'une des catégories suivantes par le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, par le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française; par le décret du 11 avril 2014 précité, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française:

- personnel administratif;
- personnel auxiliaire d'éducation ;
- personnel paramédical ;
- personnel social ;
- personnel psychologique ;

b) Le personnel qui occupe des fonctions correspondantes dans les autres établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1963 précitée. ».

Art. 12. Dans le même décret, à l'article 2,

1° les termes « personnel de direction » sont remplacés par « personnel directeur » ;

2° les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

Art. 13. Dans le même décret, l'article 3 est remplacé comme suit:

« Article 3. — § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1963 précitée, est autorisé à présenter l'examen de connaissance approfondie de la langue française:

1° tout candidat qui est titulaire d'un titre de capacité délivré dans une autre langue que le français permettant d'exercer une fonction dans les établissements d'enseignement en qualité de membre du personnel directeur, enseignant ou administratif visé à l'article 1^{er} du présent décret et qui ne dispose par ailleurs d'aucun titre attestant de la connaissance approfondie de la langue française ;

2° tout membre en fonction du personnel directeur, enseignant ou administratif visé à l'article 1^{er} du présent décret s'il a obtenu dans une autre langue que le français le diplôme qui est à la base de son recrutement et qui ne dispose par ailleurs d'aucun titre attestant de la connaissance approfondie de la langue française.

§ 2. Les titres attestant de la connaissance approfondie de la langue française visés au paragraphe précédent sont ceux visés à l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1963 précitée. ».

Art. 14. Dans le même décret, l'article 4 est remplacé comme suit:

« Article 4. — § 1^{er}. Le niveau de l'examen pour l'obtention du certificat de connaissance approfondie de la langue française correspond au niveau des connaissances linguistiques attestées par les titres de base pour l'exercice de ces fonctions.

§ 2. Les titres de base sont classés dans un des niveaux suivants:

- 1° niveau secondaire supérieur ;
- 2° niveau supérieur de premier cycle ;
- 3° niveau supérieur de deuxième cycle.

Le candidat qui ne possède pas un titre de base présente l'examen du niveau secondaire supérieur. ».

Art. 15. Dans le même décret, l'article 5 est supprimé.

Art. 16. Dans le même décret, l'article 6 est supprimé.

Art. 17. Dans le même décret, l'article 7 est remplacé comme suit:

« Article 7. — Les titres présentés par les candidats, accompagnés d'une décision d'équivalence ou de reconnaissance professionnelle établie par les services du Gouvernement, ou de correspondance lorsqu'il s'agit de titres délivrés en Communauté flamande ou en Communauté germanophone, ou, à défaut, d'une attestation de recrutement dans une des fonctions visées à l'article 3, § 1^{er}, 2°, sont classés en se référant aux niveaux des titres délivrés en Communauté française:

1° niveau secondaire supérieur:

a) sans préjudice de l'article 4, § 2, alinéa 2, les titres classés comme tels en application de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignements gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements ;

b) sans préjudice de l'article 4, § 2, alinéa 2, les titres d'enseignement secondaire supérieur visés par le décret du 12 mai 2004 précité;

2° niveau supérieur de premier cycle:

a) les titres des premier et deuxième degrés d'enseignement supérieur classés à un de ces deux degrés en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité ;

b) les diplômes d'enseignement supérieur de type court tels que définis dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ou dans un dispositif légal antérieur ;

c) les diplômes de premier cycle de l'enseignement supérieur de type long tels que définis dans le décret du 7 novembre 2013 précité ou dans un dispositif légal antérieur ;

d) les brevets de l'enseignement supérieur de promotion sociale tels que définis dans le décret du 7 novembre 2013 précité ou dans un dispositif légal antérieur;

3° niveau supérieur de deuxième cycle:

a) les titres du troisième degré classés comme tels en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité ;

b) les diplômes de deuxième cycle de type long tels que définis dans le décret du 7 novembre 2013 précité ou dans un dispositif légal antérieur. ».

Art. 18. Dans le même décret, l'article 8 est supprimé.

Art. 19. Dans le même décret, l'article 9 est supprimé.

Art. 20. Dans le même décret, l'article 10 est remplacé comme suit:

« Art. 10. — § 1^{er}. Les examens de connaissance approfondie du français sont prévus à l'intention des porteurs de titres de capacité pour l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant ainsi que des personnes recrutées en qualité de membre du personnel directeur ou enseignant.

§ 2. Ces examens sont organisés au niveau secondaire supérieur, au niveau supérieur de premier cycle et au niveau supérieur de deuxième cycle.

Ces examens se déroulent exclusivement en français. ».

Art. 21. Dans le même décret, l'article 11 est remplacé comme suit:

« Article 11. — § 1^{er}. Les examens comportent une épreuve écrite et une épreuve orale.

§ 2. L'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant un résumé et un commentaire d'une conférence portant sur un sujet d'intérêt général ou pédagogique.

Le temps de conférence n'est pas pris en considération pour fixer la durée de l'épreuve.

§ 3. L'épreuve orale consiste en une conversation, avec au moins deux membres du jury, permettant d'évaluer la connaissance approfondie du français, notamment la correction du langage, au regard de la fonction visée. ».

Art. 22. Dans le même décret, l'article 12 est supprimé.

Art. 23. Dans le même décret, l'article 13 est remplacé comme suit:

« Article 13. — § 1^{er}. L'examen de connaissance approfondie du français est prévu à l'intention des porteurs de titres de capacité pour l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel administratif ainsi que des personnes recrutées en qualité de membre du personnel administratif.

§ 2. Cet examen est organisé au niveau secondaire supérieur.

Cet examen se déroule exclusivement en français. ».

Art. 24. Dans le même décret, l'article 14 est remplacé comme suit:

« Article 14. — § 1^{er}. L'examen comporte une épreuve écrite et une épreuve orale.

§ 2. L'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant un résumé et un commentaire d'une conférence portant sur un sujet d'intérêt général ou pédagogique.

Le temps de la conférence n'est pas pris en considération pour fixer la durée de l'épreuve.

§ 3. L'épreuve orale consiste en une conversation, avec au moins deux membres du jury, permettant d'évaluer la connaissance approfondie du français, notamment la correction du langage, au regard de la fonction visée. ».

Art. 25. Dans le même décret, l'article 15 est supprimé.

Art. 26. Dans le même décret, l'article 16 est supprimé.

Art. 27. Dans le même décret, l'article 17 est supprimé.

Art. 28. Dans le même décret, l'article 18 est supprimé.

Art. 29. Dans le même décret, l'article 19 est remplacé comme suit:

« Article 19. — § 1^{er}. L'examen de connaissance suffisante du français est prévu à l'intention des porteurs de tout titre de capacité permettant de donner des cours de langues modernes autres que le français ainsi que des personnes recrutées pour donner ces cours.

§ 2. L'examen est organisé au niveau secondaire supérieur.

Cet examen se déroule exclusivement en français. ».

Art. 30. Dans le même décret, l'article 20 est remplacé comme suit:

« Article 20. — § 1^{er}. L'examen comporte une épreuve écrite et une épreuve orale.

§ 2. L'épreuve écrite consiste en un résumé et un commentaire d'un texte d'intérêt général ou pédagogique. Ce texte est remis au candidat au début de l'épreuve.

§ 3. L'épreuve orale consiste en une conversation, avec au moins deux membres du jury, permettant d'évaluer la connaissance suffisante du français et la correction du langage au regard de la fonction visée. ».

Art. 31. Dans le même décret, l'article 21 est supprimé.

Art. 32. Dans le même décret, l'article 22 est supprimé.

Art. 33. Dans le même décret, l'article 23 est remplacé comme suit:

« Article 23. — Sont considérés comme possédant une connaissance suffisante du français et sont dispensés de passer l'examen:

1° les titulaires des titres visés à l'article 15, § 2, de la loi du 30 juillet 1963 précitée;

2° les titulaires d'un des diplômes suivants délivrés en application de la législation de la Communauté flamande:

a) diplôme d'instituteur primaire, complété par une mention ou un titre habilitant à enseigner le français comme deuxième langue légalement obligatoire ;

b) diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire — groupe 1 permettant d'enseigner le français ;

c) diplôme de deuxième cycle de l'enseignement supérieur permettant d'enseigner le français ;

3° les titulaires du diplôme d'instituteur primaire, complété par une mention ou un titre habilitant à enseigner le français comme deuxième langue légalement obligatoire, en application de la législation de la Communauté germanophone. ».

Art. 34. Dans le même décret, l'article 24 est remplacé comme suit:

« Article 24. — § 1^{er}. Les examens de connaissance approfondie d'une seconde langue sont prévus à l'intention des porteurs de titres de capacité pour l'exercice des fonctions de maître de seconde langue dans les écoles primaires où l'enseignement d'une seconde langue est légalement obligatoire ainsi que des membres du personnel enseignant recrutés pour exercer ces fonctions.

§ 2. Ces examens sont organisés au niveau secondaire supérieur.

Les examens de connaissance approfondie d'une seconde langue se déroulent exclusivement dans cette langue. ».

Art. 35. Dans le même décret, l'article 25 est remplacé comme suit:

« Article 25. — § 1^{er}. Les examens comportent une épreuve écrite et une épreuve orale.

§ 2. L'épreuve écrite consiste en un exercice de compréhension à la lecture d'un texte d'intérêt général ou pédagogique.

§ 3. L'épreuve orale consiste en une conversation, avec au moins deux membres du jury, permettant d'évaluer la connaissance approfondie d'une seconde langue. ».

Art. 36. Dans le même décret, l'article 26 est supprimé.

Art. 37. Dans le même décret, l'article 27 est remplacé comme suit:

« Article 27. — L'instituteur, titulaire d'un titre attestant une connaissance approfondie d'une langue, en tant que langue d'enseignement, est censé posséder une connaissance approfondie de cette langue en tant que seconde langue et est dispensé de l'examen. ».

Art. 38. Dans le même décret, l'article 29 est remplacé comme suit:

« Article 29. — § 1^{er}. Les examens de connaissance approfondie ou de connaissance suffisante de la langue de l'enseignement sont passés devant une commission de langue française.

§ 2. Les examens de connaissance approfondie d'une seconde langue légalement obligatoire dans l'enseignement primaire sont passés selon le cas devant une commission de langue néerlandaise, allemande ou anglaise.

§ 3. Ces commissions sont instituées auprès des Services du Gouvernement. ».

Art. 39. Dans le même décret, l'article 30 est remplacé comme suit:

« Article 30. — § 1^{er}. Les examens visés par le présent décret sont organisés comme suit:

Epreuves	Durée max.	Points
1. Epreuve écrite	180 minutes	50
2. Epreuve orale	30 minutes	50
TOTAL		100

§ 2. Pour réussir un examen avec succès, il faut avoir obtenu au moins 60 % du total des points attribués à l'ensemble des épreuves et 50 % du total des points attribués à chacune des épreuves.

§ 3. Un candidat ne doit plus se présenter à l'épreuve pour laquelle il a obtenu une note d'au moins 60 % lors d'une session organisée dans les cinq années qui précèdent celle de sa nouvelle inscription.

Le candidat qui bénéficie de cette dispense et qui décide néanmoins de représenter l'épreuve correspondante lors d'une session ultérieure renonce implicitement et définitivement à son ancienne note. ».

Art. 40. Dans le même décret, à l'article 31, la virgule après le mot « linguistiques » est supprimée.

Art. 41. Dans le même décret, l'article 32 est remplacé comme suit:

« Article 32. — § 1^{er}. La commission de langue française visée à l'article 29, § 1^{er}, comprend trois Sections:

1° la première, compétente pour les examens organisés au niveau secondaire supérieur ;

2° la deuxième, compétente pour les examens organisés au niveau supérieur de premier cycle ;

3° la troisième, compétente pour les examens organisés au niveau supérieur de deuxième cycle.

Chaque section comprend vingt-quatre membres et un président.

§ 2. Les commissions de langue néerlandaise, allemande et anglaise visées à l'article 29, § 2, sont composées de membres dont le nombre est fixé annuellement selon les nécessités par le président de chacune des commissions. ».

Art. 42. Dans le même décret, l'article 33 est remplacé comme suit:

« Article 33. — § 1^{er}. Les membres de la commission de langue française doivent:

1° être titulaires d'un diplôme de second cycle d'enseignement supérieur ;

2° enseigner ou avoir enseigné dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Deux membres au moins doivent enseigner ou avoir enseigné le français.

§ 2. Les membres des commissions de langue néerlandaise, allemande ou anglaise doivent:

1° être titulaires d'un des titres requis dans l'enseignement obligatoire pour l'enseignement de la langue visée par l'examen ;

2° enseigner ou avoir enseigné dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le nombre total d'agrégés de l'enseignement secondaire inférieur ne peut être supérieur au tiers du nombre de membres visés à l'article 32, § 2.

Le nombre total d'instituteurs ne peut être supérieur au quart du nombre de ces membres. ».

Art. 43. Dans le même décret, l'article 34 est remplacé comme suit:

« Article 34. — Les présidents des commissions visées par le décret ainsi que leurs suppléants sont choisis parmi les membres du personnel des services du Gouvernement en charge de l'enseignement supérieur, titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur de deuxième cycle.

Le secrétaire est un enseignant choisi parmi les membres du personnel enseignant de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française et qui bénéficie à cet effet d'un congé pour mission. Ses suppléants sont choisis parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 1 au moins.

Les autres membres des commissions visées par le décret sont choisis pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement officiel et pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement libre qui sont en activité de service ou retraités depuis moins de huit ans. ».

Art. 44. Dans le même décret, l'article 35 est remplacé comme suit:

« Art. 35. - Le Gouvernement désigne les présidents et leurs suppléants, les suppléants du secrétaire ainsi que les membres des commissions pour une période de quatre ans, renouvelable.

Le Gouvernement désigne le secrétaire pour une période de deux ans, renouvelable par période de deux ans. ».

Art. 45. Dans le même décret, l'article 36 est supprimé.

Art. 46. Dans le même décret, à l'article 38, les mots « peut allouer » sont remplacés par le mot « alloue ».

Art. 47. Dans le même décret, l'article 42 est remplacé comme suit:

« Article 42. — Chaque commission peut établir un règlement d'ordre intérieur.

Chaque commission rédige des instructions portant sur les modalités pratiques de l'examen. Ces instructions sont communiquées aux candidats, préalablement à l'examen auquel ils sont convoqués. ».

Art. 48. Dans le même décret, à l'article 43, le point 3° est supprimé.

Art. 49. Dans le même décret, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe suivante:

« Annexe 1

Communauté française de Belgique

Certificat de connaissance approfondie de la langue française

Catégorie..... (1)

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement,

déclare que (2)....., né(e) à..... (3) le..... (4),

a subi avec succès, un examen portant sur la connaissance approfondie

de la langue française, au niveau..... (5)

Donné à, le..... (6).

Le (La) Président(e), Les Membres du Jury, Le (La) titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française:

Le (La) Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique

Instructions relatives au modèle de diplôme:

(1) Selon le cas, indiquer:

— “Catégorie du personnel directeur et enseignant” ;

— “Catégorie du personnel administratif”.

(2) Doit apparaître le nom de famille (tel qu'il apparaît sur la carte d'identité remise lors de l'inscription à l'épreuve) et le prénom principal.

(3) Mentionner le lieu de naissance (ville) ainsi que pays entre parenthèses.

(4) Mentionner le mois en toutes lettres.

(5) Selon le cas, indiquer: enseignement supérieur de type long — enseignement supérieur de type court – enseignement secondaire supérieur.

(6) Mentionner le mois en toutes lettres. ».

Art. 50. Dans le même décret, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe suivante:

« Annexe 2

Communauté française de Belgique

Certificat de connaissance suffisante de la langue française

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement,

déclare que (1)....., né(e) à..... (2) le..... (3),

a subi avec succès, l'examen portant sur la connaissance suffisante de la langue française.

Donné à....., le..... (4).

Le (La) Président(e), Les Membres du Jury, Le (La) titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française:

Le (La) Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique

Instructions relatives au modèle de diplôme:

(1) Doit apparaître le nom de famille (tel qu'il apparaît sur la carte d'identité remise lors de l'inscription à l'épreuve) et le prénom principal.

(2) Mentionner le lieu de naissance (ville) ainsi que pays entre parenthèses.

(3) Mentionner le mois en toutes lettres.

(4) Mentionner le mois en toutes lettres. ».

Art. 51. Dans le même décret, l'annexe 3 est remplacée par l'annexe suivante:

« Annexe 3

Communauté française de Belgique

Certificat de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement,

déclare que (1)....., né(e) à..... (2) le..... (3),

a subi avec succès l'examen de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires, en langue (4).

Donné à....., le..... (5).

Le (La) Président(e), Les Membres du Jury, Le (La) titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française:

Le (La) Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique

Instructions relatives au modèle de diplôme:

(1) Doit apparaître le nom de famille (tel qu'il apparaît sur la carte d'identité remise lors de l'inscription à l'épreuve) et le prénom principal.

(2) Mentionner le lieu de naissance (ville) ainsi que pays entre parenthèses.

(3) Mentionner le mois en toutes lettres.

(4) Selon le cas, indiquer: néerlandaise, allemande ou anglaise.

(5) Mentionner le mois en toutes lettres. ».

TITRE IV. — Dispositions modifiant le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique

Art. 52. Dans le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, à l'article 5, § 2, il est inséré trois alinéas rédigés comme suit entre les alinéas 1 et 2:

« Par dérogation à l'alinéa précédent, durant les années scolaires 2020/2021 à 2025/2026, et sans préjudice des articles 7 et 13, il est institué un dispositif expérimental permettant au directeur, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, de demander l'autorisation d'organiser un apprentissage en immersion dans trois langues, et au pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, de déclarer l'organisation d'un apprentissage en immersion dans trois langues, à condition que cette demande ou cette déclaration ait au préalable recueilli un avis favorable du conseil général de l'enseignement secondaire.

Pour le 31 mai 2026 au plus tard, la Commission de pilotage du système éducatif remet au Parlement son évaluation de ce mécanisme dérogatoire, sur la base d'un rapport du Service général d'Inspection et d'un avis de l'organe d'observation et de suivi de l'apprentissage, prévu par l'article 16.

Aucun moyen complémentaire en périodes-professeur n'est accordé dans ce cadre expérimental. ».

Art. 53. Dans le même décret, à l'article 14,

1° au § 1^{er},

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par: « Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, l'autorisation d'assurer ou de poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion est accordée pour une période maximale de six ans renouvelable. » ;

b) un nouvel alinéa est inséré après l'alinéa 1^{er}: « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la poursuite de l'organisation de l'apprentissage par immersion fait l'objet d'une évaluation au terme de trois ans. ».

2° au § 2,

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par: « Dans l'enseignement subventionné, le dossier visé à l'article 13, § 2, du présent décret, doit être introduit tous les six ans. » ;

b) un nouvel alinéa est inséré après l'alinéa 1^{er}: « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la poursuite de l'organisation de l'apprentissage par immersion fait l'objet d'une évaluation au terme de trois ans. ».

Art. 54. Dans le même décret, à l'article 16, les modifications suivantes sont apportées:

1° un nouveau paragraphe est ajouté après le paragraphe 2, rédigé comme suit:

« § 2bis. L'organe se réunit au minimum deux fois par an. » ;

2° au § 3, alinéa premier, les mots « Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les mots « Administrateur général de l'Enseignement » ;

3° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « Administrateur des Personnels de l'Enseignement » sont remplacés par les mots « Administrateur général de l'Enseignement » ;

4° au même paragraphe, alinéa 2, les mots « Administrateur général des personnels de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les mots « Administrateur général de l'Enseignement » ;

5° au même paragraphe, troisième alinéa, les mots « et de la Recherche scientifique » sont supprimés.

TITRE V. — Disposition finale

Art. 55. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE
La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS
Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 780-1 – Amendements en commission, n° 780-2. – Rapport de commission, n° 780-3. – Texte adopté en commission, n° 780-4. – Texte adopté en séance plénière, n° 780-5.
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13459]

28 MAART 2019. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake taalbadonderwijs, examencommissies die het getuigschrift van grondige kennis van de taal van het taalbadonderwijs, het getuigschrift van kennis van de onderwijstaal uitreiken en de taalcommissies

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs

Artikel 1. In de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, in artikel 13,

1° wordt het eerste lid vervangen als volgt:

« Een onderwijsinstelling mag in haar bestuurs-, onderwijzend en administratief personeel alleen personen aanwerven die het bewijs hebben geleverd van hun grondige kennis van de onderwijstaal van de instelling of, in tweetalige instellingen, van de afdeling waarin zij worden aangesteld. » ;

2° in het tweede lid wordt het woord « levende » vervangen door het woord « moderne ».

Art. 2. In dezelfde wet wordt artikel 15 vervangen als volgt:

« § 1. Een kandidaat levert het bewijs van een grondige kennis van een taal:

1° indien hij in die taal het diploma heeft behaald dat aan zijn aanwerving ten grondslag ligt;

2° of indien hij in die taal het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs heeft behaald;

3° of indien hij in die taal een diploma of een bekwaamheidsbewijs van de eerste of tweede cyclus van het hoger onderwijs heeft behaald;

4° of indien hij in die taal een pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft behaald dat hem het recht geeft les te geven in het secundair onderwijs;

5° of indien hij een getuigschrift voorlegt waaruit blijkt dat hij erin geslaagd is voor de gronde kennis van deze taal die hij vóór een examencommissie die daartoe bij decreet is ingesteld afgelegd heeft.

§ 2. Een kandidaat levert het bewijs van een voldoende kennis van een taal:

1° indien het diploma waarvoor hij is aangeworven, dit vermeldt;

2° of indien hij in die taal een bekwaamheidsbewijs, getuigschrift of diploma heeft behaald waaruit zijn grondige kennis van die taal blijkt ;

3° of indien hij een getuigschrift voorlegt waaruit blijkt dat hij erin geslaagd is voor de voldoende kennis van deze taal die hij voor een bij decreet opgerichte examencommissie afgelegd heeft. ».

TITEL II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs

Art. 3. In het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, in artikel 1, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt:

« § 3. Elke afdeling bestaat uit een secretaris, een voorzitter en, minstens, acht leden die een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs hebben om het ambt van het onderwijzend personeelslid dat belast is met het geven cursussen in het taalbadonderwijs uit te oefenen. De leden worden ertoe gemachtigd om les te geven in de taal van het taalonderwijs waarop het examen betrekking heeft.

De voorzitter en zijn plaatsvervanger worden gekozen uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van minstens rang 12.

De secretaris is een leerkracht die gekozen wordt uit de leden van het onderwijzend personeel van het secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en die hiervoor een verlof wegens opdracht geniet. Hij wordt toegewezen aan de diensten van de Regering die belast zijn met het hoger onderwijs. Zijn plaatsvervanger wordt gekozen uit de ambtenaren van minstens niveau 2 van deze diensten.

De helft van de leden wordt gekozen uit de personeelsleden van de officiële onderwijsinstellingen en de andere helft uit de personeelsleden van de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen die in dienstactiviteit zijn, ter beschikking gesteld worden wegens persoonlijke redenen vóór het rustpensioen, of minder dan acht jaar met rustpensioen gesteld zijn.

De Regering stelt de voorzitter en zijn plaatsvervanger, de plaatsvervangend secretaris evenals de leden van iedere afdeling voor een hernieuwbare periode van vier jaar, aan.

De Regering stelt de secretaris voor een periode van twee jaar aan, die telkens met twee jaar kan worden verlengd. ».

Art. 4. In hetzelfde decreet, in artikel 1, § 5, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

« worden geacht het bewijs te hebben geleverd van een grondige kennis van de taal van het taalbadonderwijs wat betreft de taal(en) vermeld op hun diploma en worden vrijgesteld van het examen voor die taal of talen(s):

1° de houders van een masterdiploma in moderne talen en letteren, alsook elke variant van deze academische graad, zoals bepaald in artikel 2, § 1, 19°, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de titels en functies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs, die bij hun koppelingen een van de onderdompelingstalen hebben zoals voorzien in het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs;

2° de houders van een masterdiploma in vertaling of vertolking, alsook elke variant van deze academische graden, zoals bepaald in artikel 2, § 1, 19°, van voormeld decreet van 11 april 2014, die in hun koppelingen een van de in voormeld decreet van 11 mei 2007 bedoelde onderdompelingstalen hebben;

3° houders van een masterdiploma in het onderwijs afdeling 4: moderne talen, in één van de onderdompelingstalen voorzien in voormeld decreet van 11 mei 2007, zoals bedoeld in bijlage II bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

4° houders van een masterdiploma met een specialisatie in het onderwijs afdeling 1, 2 of 3 met een taalkundige oriëntatie in het Nederlands, het Duits of het Engels, zoals bedoeld in bijlage II bij voornoemd besluit van 7 november 2013. ».

Art. 5. In hetzelfde decreet, in artikel 2, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

« § 1. Voor de toepassing van artikel 16 van voormeld decreet van 11 april 2014 worden beschouwd als buitenlandse bekwaamheidsbewijzen die gelijkwaardig zijn aan die welke door de Franse Gemeenschap uitgereikt worden voor de ambten die worden uitgeoefend in het kader van een taalkundige onderdompeling, de buitenlandse diploma's of getuigschriften die uitgereikt worden aan het einde van een opleiding in het Nederlands, het Engels of het Duits:

die het voorwerp zijn geweest van een beslissing betreffende de beroepserkenning van opleidingsbekwaamheidsbewijzen overeenkomstig het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap, of van een eerdere wettelijke bepaling;

die het voorwerp zijn geweest van een gelijkwaardigheid aan een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van de ambten bedoeld, naar gelang van het geval, in de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften of in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden of in het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten of in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies ;

ofwel het voorwerp zijn geweest van een besluit van de Regering dat de houder ertoe machtigt om een ambt uit te oefenen van het onderwijzend personeelslid dat belast is met de cursussen in het taalbadonderwijs. ».

Art. 6. In hetzelfde decreet, in artikel 3, § 2, punt 3, wordt het woord « academische » geschrapt.

Art. 7. In hetzelfde decreet, in artikel 4bis, § 2, 1°, wordt het woord « bovenvermeld » ingevoegd vóór de woorden « decreet van 11 april 2014 ».

Art. 8. In hetzelfde decreet, in artikel 4bis, § 2, wordt punt 2° vervangen als volgt:

« 2° hetzij het buitenlandse bekwaamheidsbewijs uitgereikt in de taal van het taalbadonderwijs, dat het voorwerp is geweest van een beslissing tot gelijkwaardigheid aan het bekwaamheidsbewijs bedoeld in 1° van dit artikel met toepassing van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 of van een eerdere wettelijke bepaling of dat het voorwerp is geweest van een beslissing inzake de beroepserkenning van opleidingsbekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van het ambt met toepassing van het bovenvermelde decreet van 19 oktober 2017 of van een eerdere wettelijke bepaling ; ».

Art. 9. In hetzelfde decreet, in artikel 4bis, § 2, 3°, wordt het woord in de Franse tekst « baccalauréat » vervangen door het woord « bachelor ».

Art. 10. In hetzelfde decreet, in artikel 4bis, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden « twee keer » vervangen door de woorden « drie keer. » ;

2° er wordt een lid toegevoegd na het tweede lid, luidend als volgt:

« De personeelsleden kunnen niet benoemd of aangesteld worden in vast verband zolang dat ze niet voldaan hebben aan de eisen inzake het gebruik van talen voorzien in paragraaf 1 van dit artikel. ».

TITEL III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van de taalexamens*

Art. 11. In het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van de taalexamens, wordt artikel 1 vervangen als volgt :

« Artikel 1. — Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Onderwijstaal : de taal zoals bedoeld in artikel 4 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

2° Bekwaamheidsbewijs : bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 2, § 1, 9°, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs ;

3° Examencommissie Franse taal : commissie ingesteld bij dit decreet dat respectievelijk betrekking heeft op de grondige en voldoende kennis van het Frans;

4° Examencommissie Nederlandse taal : commissie ingesteld bij dit decreet dat betrekking heeft op de grondige kennis van het Nederlands als tweede taal in de lagere scholen waar het onderwijs van het Nederlands wettelijk verplicht is ;

5° Examencommissie Duitse taal : commissie ingesteld bij dit decreet dat betrekking heeft op de grondige kennis van het Duits als tweede taal in de lagere scholen waar het onderwijs van het Duits wettelijk verplicht is ;

6° Examencommissie Engelse taal : commissie ingesteld bij dit decreet dat betrekking heeft op de grondige kennis van het Engels als tweede taal in de lagere scholen waar het onderwijs van het Engels wettelijk verplicht is ;

7° Bestuurs- en onderwijzend personeel : het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen dat gerangschikt werd in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel door het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, door het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de titels en functies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs;

8° Administratief personeel:

a) het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstellingen dat gerangschikt werd in één van de volgende categorieën door het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, door het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur, door het bovenvermelde decreet van 11 april 2014, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen:

- administratief personeel;
- opvoedend hulppneel ;
- paramedisch personeel ;
- maatschappelijk personeel ;
- psychologisch personeel ;

b) Het personeel dat overeenstemmende ambten bekleedt in de andere instellingen bedoeld in artikel 1 van de bovenvermelde wet van 30 juli 1963. ».

Art. 12. In hetzelfde decreet, in artikel 2,

1° worden de woorden in de Franse tekst « personnel de direction » vervangen door de woorden « personnel directeur » ;

2° het tweede en het derde lid worden geschrapt.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt artikel 3 vervangen als volgt :

« Artikel 3. — § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15, § 1, van de bovenvermelde wet van 30 juli 1963, wordt toegelaten om het examen van de grondige kennis van de Franse taal af te leggen:

1° elke kandidaat die in het bezit is van een bekwaamheidsbewijs dat uitgereikt wordt in een andere taal dan het Frans, dat hem in staat stelt een ambt te vervullen in de onderwijsinstellingen als lid van het bestuurs-, onderwijzend of administratief personeel bedoeld in artikel 1 van dit decreet en dat niet over een bekwaamheidsbewijs beschikt waaruit blijkt dat hij de grondige kennis van de Franse taal heeft;

2° elk lid van het bestuurs-, onderwijzend of administratief personeel bedoeld in artikel 1 van dit decreet, indien hij of zij in een andere taal dan het Frans het diploma heeft behaald dat aan zijn of haar aanwerving ten grondslag ligt en dat trouwens niet in het bezit is van één enkel bekwaamheidsbewijs waaruit blijkt dat hij/zij de grondige kennis van de Franse taal heeft.

§ 2. De bekwaamheidsbewijzen die getuigen van de grondige kennis van de Franse taal bedoeld in de vorige paragraaf zijn deze die bedoeld zijn in artikel 15, § 1, van de bovenvermelde wet van 30 juli 1963. ».

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt artikel 4 vervangen als volgt:

« Artikel 4. — § 1. Het niveau van het examen voor het behalen van het getuigschrift van de grondige kennis van de Franse taal stemt overeen met het niveau van de taalkennis die blijkt uit de basisbekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van deze ambten

§ 2. De basisbekwaamheidsbewijzen worden gerangschikt in één van de volgende niveaus:

- 1° hoger secundair niveau ;
- 2° hoger niveau eerste cyclus ;
- 3° hoger niveau tweede cyclus.

De kandidaat die niet over een basisbekwaamheidsbewijs beschikt, legt het examen van het hoger secundair onderwijs voor. ».

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt artikel 5 geschrapt.

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt artikel 6 geschrapt.

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt artikel 7 vervangen als volgt:

« Artikel 7. — De bekwaamheidsbewijzen die door de kandidaten voorgelegd worden, samen met een door de diensten van de Regering vastgestelde beslissing tot gelijkwaardigheid of beroepserkenning of tot gelijkstelling in het geval van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt in de Vlaamse Gemeenschap of in de Duitstalige Gemeenschap, of, bij gebreke daarvan, met een bewijs van aanwerving in een van de ambten bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, worden gerangschikt met verwijzing naar de niveaus van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt in de Franse Gemeenschap :

1° hoger secundair niveau :

a) onverminderd artikel 4, § 2, tweede lid, de bekwaamheidsbewijzen die als zodanig gerangschikt worden met toepassing van artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhankelijk;

b) onverminderd artikel 4, § 2, tweede lid, de bekwaamheidsbewijzen van het hoger secundair onderwijs bedoeld in het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004;

2° hoger niveau van de eerste cyclus:

a) de bekwaamheidsbewijzen van de eerste en tweede graden van het hoger onderwijs gerangschikt aan één deze beide graden met toepassing van het bovenvermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 ;

b) de diploma's van het hoger onderwijs van het korte type zoals bepaald in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies of in een eerdere wettelijke bepaling ;

c) de diploma's van de eerste cyclus van het hoger onderwijs van het lange type zoals bepaald in het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 of in een eerdere wettelijke bepaling ;

d) de brevetten van het hoger onderwijs voor sociale promotie zoals bepaald in het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 of in een eerdere wettelijke bepaling;

3° hoger niveau van de tweede cyclus:

a) de bekwaamheidsbewijzen van de derde graad gerangschikt als zodanig met toepassing van het bovenvermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 ;

b) de diploma's van de tweede cyclus van het lange type zoals bepaald in het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 of in een eerdere wettelijke bepaling. ».

Art. 18. In hetzelfde decreet wordt artikel 8 geschrapt.

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt artikel 9 geschrapt.

Art. 20. In hetzelfde decreet wordt artikel 10 vervangen als volgt :

« Art. 10. — § 1. De examens voor de grondige kennis van het Frans zijn voorzien voor de houders van bekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van een ambt als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, alsook voor personen die aangeworven worden als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

§ 2. Deze examens worden georganiseerd op het hoger secundair niveau, op het hoger niveau van de eerste cyclus en op het hoger niveau van de tweede cyclus.

Deze examens worden uitsluitend in het Frans georganiseerd. ».

Art. 21. In hetzelfde decreet wordt artikel 11 vervangen als volgt :

« Artikel 11. — § 1. De examens bevatten een schriftelijke proef en een mondelinge proef.

§ 2. De schriftelijke proef bestaat in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven over een conferentie die betrekking heeft op een onderwerp van algemeen belang of op een pedagogisch onderwerp.

De tijd van de conferentie wordt niet in aanmerking genomen om de duur van de proef te bepalen.

§ 3. De mondelinge proef bestaat in een gesprek met ten minste tweede leden van de examencommissie waarin de grondige kennis van het Frans geëvalueerd kan worden, inzonderheid de verbetering van het taalgebruik ten opzichte van het bedoelde ambt. ».

Art. 22. In hetzelfde decreet wordt artikel 12 geschrapt.

Art. 23. In hetzelfde decreet wordt artikel 13 vervangen als volgt:

« Artikel 13. — § 1. Het examen van de grondige kennis van het Frans is voorzien voor de houders van bekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van een ambt als lid van het administratief personeel alsook voor de personen die aangeworven worden als lid van het administratief personeel.

§ 2. Dit examen wordt op het hoger secundair niveau georganiseerd.

Dit examen wordt uitsluitend in het Frans georganiseerd. ».

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt artikel 14 vervangen als volgt :

« Artikel 14. — § 1. Het examen bevat een schriftelijke proef en een mondeling proef.

§ 2. De schriftelijke proef bestaat in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven over een conferentie die betrekking heeft op een onderwerp van algemeen of pedagogisch belang.

De tijd van de conferentie wordt niet in aanmerking genomen om de duur van de proef te bepalen.

§ 3. De mondeling proef bestaat in een gesprek met ten minste twee leden van de examencommissie waarin de grondige kennis van het Frans geëvalueerd kan worden, inzonderheid de verbetering van het taalgebruik ten opzichte van het bedoelde ambt. ».

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt artikel 15 geschrapt.

Art. 26. In hetzelfde decreet wordt artikel 16 geschrapt.

Art. 27. In hetzelfde decreet wordt artikel 17 geschrapt.

Art. 28. In hetzelfde decreet wordt artikel 18 geschrapt.

Art. 29. In hetzelfde decreet wordt artikel 19 vervangen als volgt:

« Artikel 19. — § 1. Het examen van de voldoende kennis van het Frans is voorzien voor de houders van elk bekwaamheidsbewijs waarbij cursussen van moderne talen anders dan het Frans gegeven kunnen worden, alsook voor de personen die aangeworven worden om deze cursussen te geven.

§ 2. Het examen wordt op het hoger secundair niveau georganiseerd.

Dit examen wordt uitsluitend in het Frans georganiseerd. ».

Art. 30. In hetzelfde decreet wordt artikel 20 vervangen als volgt :

« Artikel 20. — § 1. Het examen bevat een schriftelijke proef en een mondelinge proef.

§ 2. De schriftelijke proef bestaat in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven over een conferentie die betrekking heeft op een tekst van algemeen of pedagogisch belang. Deze tekst wordt aan de kandidaat in het begin van de proef bezorgd.

§ 3. De mondelinge proef bestaat in een gesprek met ten minste twee leden van de examencommissie waarbij de voldoende kennis van het Frans geëvalueerd kan worden alsook de verbetering van het taalgebruik ten opzichte van het bedoelde ambt. ».

Art. 31. In hetzelfde decreet wordt artikel 21 geschrapt.

Art. 32. In hetzelfde decreet wordt artikel 22 geschrapt.

Art. 33. In hetzelfde decreet wordt artikel 23 vervangen als volgt:

« Artikel 23. — Komen in aanmerking voor de voldoende kennis van het Frans en worden vrijgesteld van het afleggen van het examen :

1° de houders van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 15, § 2, van de bovenvermelde wet van 30 juli 1963;

2° de houders van één van de volgende diploma's uitgereikt met toepassing van de wetgeving van de Vlaamse Gemeenschap:

a) diploma van onderwijzer aangevuld met een vermelding of een aanvullend bekwaamheidsbewijs waarbij het Frans mag worden onderwezen als tweede wettelijk verplichte taal ;

b) diploma van geaggregeerde van het secundair onderwijs — groep 1 waarbij het Frans mag worden onderwezen ;

c) diploma van de tweede cyclus van het hoger onderwijs waarbij het Frans mag worden onderwezen ;

3° de houders van een diploma van onderwijzer, aangevuld met een vermelding of een ander bekwaamheidsbewijs waarbij het Frans mag worden onderwezen als tweede wettelijk verplichte taal met toepassing van de wetgeving van de Duitstalige gemeenschap. ».

Art. 34. In hetzelfde decreet wordt artikel 24 vervangen als volgt :

« Artikel 24. — § 1. De examens van de grondige kennis van een tweede taal zijn voorzien voor de houders van bekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van de ambten van leermeester tweede taal in de lagere scholen waar het onderwijs van een tweede taal wettelijk verplicht is, alsook voor de leden van het onderwijzend personeel die aangeworven worden om deze ambten uit te oefenen.

§ 2. Deze examens worden op het hoger secundair niveau georganiseerd.

De examens van de grondige kennis van een tweede taal worden uitsluitend in deze taal georganiseerd. ».

Art. 35. In hetzelfde decreet wordt artikel 25 vervangen als volgt :

« Artikel 25. — § 1. De examens bevatten een schriftelijke proef en een mondelinge proef.

§ 2. De schriftelijke proef bestaat in een oefening bij het begrijpen bij het lezen van een tekst van algemeen of pedagogisch belang.

§ 3. De mondelinge proef bestaat in een gesprek met ten minste twee leden van de examencommissie waarbij de grondige kennis van een tweede taal geëvalueerd kan worden. ».

Art. 36. In hetzelfde decreet wordt artikel 26 geschrapt.

Art. 37. In hetzelfde decreet wordt artikel 27 vervangen als volgt :

« Artikel 27. — De onderwijzer, houder van een bekwaamheidsbewijs waaruit een grondige kennis van een taal als onderwijstaal blijkt, wordt geacht een grondige kennis van deze taal als tweede taal te bezitten en wordt van het examen vrijgesteld. ».

Art. 38. In hetzelfde decreet wordt artikel 29 vervangen als volgt :

« Artikel 29. — § 1. De examens over de grondige kennis of de voldoende kennis van de onderwijstaal worden vóór de examencommissie Franse taal afgelegd.

§ 2. De examens over de grondige kennis van de wettelijk verplichte tweede taal in het lager onderwijs worden afgelegd, naargelang het geval, vóór een examencommissie Nederlandse taal, Duitse taal of Engelse taal.

§ 3. Deze commissies worden ingesteld bij de Diensten van de Regering. ».

Art. 39. In hetzelfde decreet wordt artikel 30 vervangen als volgt :

« Artikel 30. — § 1. De examens bedoeld in dit decreet worden georganiseerd als volgt :

Proeven	Maximale duur	Punten
1. Schriftelijke proef	180 minuten	50
2. Mondelinge proef	30 minuten	50
TOTAAL		100

§ 2. Om te slagen voor een examen moet de kandidaat ten minste 60 % van het totaal van de punten behalen die toegekend worden aan de hele proeven en 50 % van het totaal van de punten die toegekend worden aan elke proef.

§ 3. Een kandidaat moet niet meer de proef afleggen waarvoor hij ten minste 60% behaald heeft bij een zitting georganiseerd binnen de vijf jaar voorafgaand aan deze van zijn nieuwe inschrijving.

De kandidaat die in aanmerking komt voor deze vrijstelling en die toch beslist om de overeenstemmende proef af te leggen bij een latere zitting, ziet impliciet en definitief af van zijn vorige punten. ».

Art. 40. In hetzelfde decreet, in artikel 31, wordt de komma in de Franse tekst na het woord « linguistiques » geschrapt.

Art. 41. In hetzelfde decreet wordt artikel 32 vervangen als volgt:

« Artikel 32. — § 1. De Commissie Franse taal bedoeld in artikel 29, § 1, bestaat uit drie afdelingen :

1° de eerste die bevoegd is voor de examens georganiseerd op het hoger secundair niveau ;

2° de tweede die bevoegd is voor de examens georganiseerd op het hoger niveau van de eerste cyclus ;

3° de derde die bevoegd is voor de examens georganiseerd op het hoger niveau van de tweede cyclus.

Elke afdeling bevat vierentwintig leden en één voorzitter.

§ 2. De commissies Nederlandse taal, Duitse taal en Engelse taal bedoeld in artikel 29, § 2, zijn samengesteld uit leden waarvan het aantal jaarlijks vastgesteld wordt, naargelang van de noodwendigheden, door de voorzitter van elke commissie. ».

Art. 42. In hetzelfde decreet wordt artikel 33 vervangen als volgt :

« Artikel 33. — § 1. De leden van de commissie Franse talen moeten:

1° houder zijn van een diploma van een tweede cyclus van het hoger onderwijs ;

2° in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling onderwijzen of onderwezen hebben.

Minstens twee leden moeten het Frans onderwijzen of onderwezen hebben.

§ 2. De leden van de commissies Nederlandse taal, Duitse taal of Engelse taal moeten :

1° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen vereist in het leerplichtonderwijs voor het onderwijs van de taal bepaald door het examen ;

2° in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling onderwijzen of onderwezen hebben.

Het totaal aantal geaggregeerden van het lager secundair onderwijs mag niet hoger zijn dan een derde van het aantal leden bedoeld in artikel 32, § 2.

Het totaal aantal onderwijzers mag niet hoger zijn dan één vierde van het aantal van deze leden. ».

Art. 43. In hetzelfde decreet wordt artikel 34 vervangen als volgt:

« Artikel 34. — De voorzitters van de commissies bedoeld in dit decreet, alsook hun plaatsvervangers worden gekozen uit de personeelsleden van de diensten van de Regering die belast zijn met het hoger onderwijs, de houders van een diploma van het hoger onderwijs van de tweede cyclus.

De secretaris is een leerkracht gekozen uit de leden van het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd secundair onderwijs en die hiervoor een verlof wegens opdracht geniet. Zijn plaatsvervangers worden gekozen uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van ten minste niveau 1.

De andere leden van de commissies bedoeld in het decreet worden voor de helft gekozen uit de personeelsleden van de officiële onderwijsinstellingen en voor de andere helft uit de personeelsleden van de vrije onderwijsinstellingen die in dienstactiviteit zijn of sinds minstens acht jaar gepensioneerd zijn. ».

Art. 44. In hetzelfde decreet wordt artikel 35 vervangen als volgt :

« Art. 35. – De Regering stelt de voorzitters en hun plaatsvervangers aan, alsook de plaatsvervangers van de secretaris en de leden van de commissies voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

De Regering stelt de secretaris aan voor een periode van twee jaar die telkens met twee jaar verlengd kan worden. ».

Art. 45. In hetzelfde decreet wordt artikel 36 geschrapt.

Art. 46. In hetzelfde decreet, in artikel 38, worden de woorden »kan toekennen » vervangen door « kent toe ».

Art. 47. In hetzelfde decreet wordt artikel 42 vervangen als volgt :

« Artikel 42. — Elke commissie kan haar huishoudelijk reglement opstellen.

Elke commissie stelt voorschriften op die betrekking hebben op de praktische nadere regels voor het examen. Deze voorschriften worden aan de kandidaten meegedeeld voorafgaand aan het examen waarvoor ze uitgenodigd zijn. ».

Art. 48. In hetzelfde decreet, in artikel 43, wordt punt 3° geschrapt.

Art. 49. In hetzelfde decreet wordt bijlage 1 van de Franse tekst vervangen als volgt:

« Bijlage 1

Communauté française de Belgique

Certificat de connaissance approfondie de la langue française

Catégorie..... (1)

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement,

déclare que (2)....., né(e) à..... (3) le..... (4),

a subi avec succès, un examen portant sur la connaissance approfondie

de la langue française, au niveau..... (5)

Donné à, le..... (6).

Le (La) Président(e), Les Membres du Jury, Le (La) titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française:

Le (La) Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique

Instructions relatives au modèle de diplôme:

(1) Selon le cas, indiquer:

— “Catégorie du personnel directeur et enseignant” ;

— “Catégorie du personnel administratif”.

(2) Doit apparaître le nom de famille (tel qu'il apparaît sur la carte d'identité remise lors de l'inscription à l'épreuve) et le prénom principal.

(3) Mentionner le lieu de naissance (ville) ainsi que pays entre parenthèses.

(4) Mentionner le mois en toutes lettres.

(5) Selon le cas, indiquer: enseignement supérieur de type long — enseignement supérieur de type court — enseignement secondaire supérieur.

(6) Mentionner le mois en toutes lettres. ».

Art. 50. In hetzelfde decreet wordt bijlage 2 van de Franse tekst vervangen als volgt:

« Bijlage 2

Communauté française de Belgique

Certificat de connaissance suffisante de la langue française

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement,

déclare que (1)....., né(e) à..... (2) le..... (3),

a subi avec succès, l'examen portant sur la connaissance suffisante de la langue française.

Donné à....., le..... (4).

Le (La) Président(e), Les Membres du Jury, Le (La) titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française:

Le (La) Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique

Instructions relatives au modèle de diplôme:

(1) Doit apparaître le nom de famille (tel qu'il apparaît sur la carte d'identité remise lors de l'inscription à l'épreuve) et le prénom principal.

(2) Mentionner le lieu de naissance (ville) ainsi que pays entre parenthèses.

(3) Mentionner le mois en toutes lettres.

(4) Mentionner le mois en toutes lettres. ».

Art. 51. In hetzelfde decreet wordt bijlage 3 van de Franse tekst vervangen als volgt :

« Bijlage 3

Communauté française de Belgique

Certificat de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement,

déclare que (1)....., né(e) à..... (2) le..... (3),

a subi avec succès l'examen de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires, en langue (4).

Donné à....., le..... (5).

Le (La) Président(e), Les Membres du Jury, Le (La) titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française:

Le (La) Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique

Instructions relatives au modèle de diplôme:

(1) Doit apparaître le nom de famille (tel qu'il apparaît sur la carte d'identité remise lors de l'inscription à l'épreuve) et le prénom principal.

(2) Mentionner le lieu de naissance (ville) ainsi que pays entre parenthèses.

(3) Mentionner le mois en toutes lettres.

(4) Selon le cas, indiquer: néerlandaise, allemande ou anglaise.

(5) Mentionner le mois en toutes lettres. ».

TITEL IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs

Art. 52. In het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, in artikel 5, § 2, worden drie leden ingevoegd, luidend als volgt tussen het eerste lid en het tweede lid:

« In afwijking van het vorige lid, tijdens de schooljaren 2020/2021 tot 2025/2026, en onverminderd de artikelen 7 en 13, wordt een experimenteel programma ontwikkeld dat de directeur, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de mogelijkheid biedt om toestemming te vragen om het leren in het taalbadonderwijs in drie talen te organiseren en dat de inrichtende macht, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de mogelijkheid biedt om de organisatie van het leren in het taalbadonderwijs in drie talen te verklaren op voorwaarde dat deze aanvraag of deze verklaring van tevoren een gunstig advies heeft gekregen van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs.

Uiterlijk op 31 mei 2026 legt de Sturingscommissie van het opvoedingssysteem haar evaluatie van dit afwijkingsmechanisme aan het Parlement voor, op basis van een verslag van de Algemene inspectiedienst en een advies van het observatie en -opvolgingsorgaan van het leerproces bedoeld in artikel 16.

Geen enkel bijkomend middel in lestijden-leerkracht wordt in dit experimenteel kader toegekend. ».

Art. 53. In hetzelfde decreet, in artikel 14,

1° in § 1,

a) wordt het eerste lid vervangen door de volgende woorden : « In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs wordt de machtiging om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten toegekend voor een hernieuwbare maximumperiode van zes jaar. » ;

b) wordt een nieuw lid na het eerste lid ingevoegd : « In afwijking van het eerste lid wordt de voortzetting van de organisatie van het taalbadonderwijs na drie jaar geëvalueerd. ».

2° in § 2,

a) wordt het eerste lid vervangen als volgt : « In het gesubsidieerd onderwijs moet het dossier bedoeld in artikel 13, § 2, van dit decreet om de zes jaar ingediend worden. » ;

b) wordt een nieuw lid na het eerste lid ingevoegd : « In afwijking van het eerste lid moet de voortzetting van de organisatie van het taalbadonderwijs na drie jaar geëvalueerd worden. ».

Art. 54. In hetzelfde decreet, in artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een nieuwe paragraaf na paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Het orgaan komt ten minste twee keer per jaar bijeen. » ;

2° in § 3, eerste lid worden de woorden « Administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek » vervangen door de woorden « Administrateur-generaal van Onderwijs » ;

3° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden « Administrateur Onderwijspersoneel » vervangen door de woorden « Administrateur-generaal van Onderwijs » ;

4° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden « Administrateur-generaal van het personeel van het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek » vervangen door de woorden « Administrateur-generaal van het Onderwijs » ;

5° in dezelfde paragraaf, derde lid, worden de woorden « en van het Wetenschappelijk Onderzoek » geschrapt.

TITEL V. — Slotbepaling

Art. 55. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 780-1. Commissieamendementen, nr. 780-2.- Commissieverslag nr. 780-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 780-4. Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 780-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 27 maart 2019.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/13418]

3 MAI 2019. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 31 décembre 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article unique. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 31 décembre 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 817-1 – Rapport de commission, n° 817-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 817-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

ACCORD DE COOPERATION

Accord de coopération entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée

Vu la Constitution, article 128, 130, 135 et 138 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 5, § 1, I, 2°, 3°, 4° et 5° ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 4 ;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service ;